

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 8608

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

33

OBJET

Déclaration d'Utilité Publique (DUP) -
RTE (Réseau de Transport de
l'Electricité) - Avis du Conseil Municipal

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil seize, le premier avril, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, PEACOCK Valérie, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, VIVARELLI Philippe, BORIES Camille, SIMON Eric, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, DALMAS Fabien, BENTRAD Samira, DENISE Charlène, VALENTI Anaïs, FOISSAC Elodie, CHARLOT-VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, HOSKIN Marie-Pierre, MEBAREK Yamina.

Procurations : MARZINIAK Yannick à DALMAS Fabien, KHALDI Philippe à ETORE Christophe, DEBORDE Elisabeth à PEACOCK Valérie, BOSSARD Frédéric à LASSOUED Bouchra, SELOSSE Sandrine à SAVORNIN Richard, BEGLIA Florence à DAL MORO Christian.

Madame VALENTI Anaïs est désignée secrétaire de séance.

Regroupant 1 500 entreprises et près de 35 000 emplois directs, la technopole de Sophia Antipolis est aujourd'hui alimentée par le poste électrique 63 000/20 000 volts de Valbonne, situé sur la commune de Biot. Ce poste est desservi, à partir du poste de Mougins, par une ligne aérienne ancienne et en limite de capacité. Le fait que ce réseau provienne d'une seule source (poste de Mougins) et qu'il soit porté par une seule rangée de pylônes, fragilise l'alimentation du poste de Valbonne. Par ailleurs, compte tenu de l'évolution à court et moyen terme de la technopole (Clausonnes-Fugueiret-Pré de Bâti-Trois Moulins), la consommation en électricité dans ce secteur devrait continuer à croître au moins jusqu'à l'horizon 2030.

La Société RTE (Réseau de Transport de l'Electricité) s'est vue confiée par la loi la gestion du réseau public de transport d'électricité français. Elle a pour mission l'exploitation, la maintenance et le développement du réseau haute et très haute tension afin d'en assurer le bon fonctionnement.

La concertation qui s'est déroulée sous l'égide du Préfet des Alpes-Maritimes a eu pour objet de valider les aires d'étude et les fuseaux de moindre impact pour la modification et l'alimentation du poste de Valbonne. Elle a permis d'associer les responsables RTE du projet à un ensemble de partenaires (services de l'Etat, communes de Valbonne, Biot, Mouans-Sartoux, Grasse, Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis, Chambre d'Agriculture, associations, ...).

La solution retenue pour répondre aux prévisions d'évolution de la consommation et à la fragilité du réseau consiste en la réalisation de deux nouvelles alimentations du poste de Valbonne en remplacement de l'alimentation existante.

Une liaison entre le poste de Mougins et le poste de Valbonne sera créée en utilisant le circuit disponible de la ligne Cagnes-Mougins. Depuis le poste électrique de Mougins jusqu'au pylône 15 de la ligne Cagnes-Mougins, les pylônes de la ligne aérienne ont été conçus pour supporter deux circuits, dont un n'est pas utilisé. Par ailleurs, une liaison souterraine d'environ 4,7 km sera construite entre la ligne 225 000 volts et le poste de Valbonne. Elle nécessitera également l'implantation d'un nouveau pylône à l'emplacement du pylône 18 actuel.

Une autre liaison souterraine entre le poste de Groulles et celui de Valbonne sera effectuée sur 10 km (6,4 km sur la commune de Valbonne).

.../...

Les travaux sont prévus en 2017 et en 2018 pour une mise en service en octobre 2018. Cette stratégie permettra de déposer la double ligne aérienne 63 000 volts Mougins-Valbonne existante sur toute sa longueur (6,2 km environ) notamment aux Clausonnes et au Fugueiret.

Par courrier du 18 novembre 2015, RTE a sollicité auprès de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes une déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme nécessaire à la création d'une liaison souterraine Groulles-Valbonne et d'une liaison aéro-souterraine Mougins-Valbonne en technique 90 000 volts exploitées en 63 000 volts.

Conformément à l'article L.123-14 du Code de l'urbanisme, lorsque les dispositions d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) ne permettent pas la réalisation d'une opération d'utilité publique, elles doivent être revues pour être mises en compatibilité avec celle-ci. Après avoir recueilli l'avis de l'ensemble des personnes publiques associées, le Préfet organisera l'enquête publique qui durera un mois. A l'issue de celle-ci, le dossier de mise en compatibilité du PLU avec la DUP sera à nouveau soumis pour avis au Conseil Municipal.

Sur la commune de Valbonne, la majeure partie de la liaison souterraine Groulles-Valbonne emprunte des routes départementales et suit des pistes cyclables. Ces terrains classés en zone urbaine et sans espaces boisés classés, ne nécessitent pas de modifier le Plan Local d'Urbanisme.

Toutefois, la partie centrale sur un linéaire cumulé d'environ 1 000 mètres entre les lieux dits « Le Val Martin » et « La Canetane » est située en zone urbaine et naturelle et est concernée par un espace boisé classé. Le règlement du PLU associé à ces zonages (articles N-2 et UJ-2) autorise les constructions et installations nécessaires pour des services publics ou d'intérêt collectif. Le projet est donc compatible avec le règlement. Par contre, le zonage actuel ne permet pas la réalisation de ces travaux d'intérêt général pour les parcelles suivantes : AB 51, 53, 199 et 223. A l'intérieur de cet espace, tout défrichement et tout changement d'affectation des sols est interdit ce qui induit une incompatibilité entre le projet de liaison électrique souterraine et le plan de zonage du PLU en vigueur. La mise en compatibilité propose le déclassement de l'espace boisé classé sur une superficie d'environ 5 300 m² au droit de la liaison souterraine sur une bande de 5 mètres de largeur à l'ouest du pylône 18 et de 6 mètres de largeur à l'est dudit pylône.

Enfin, il est à noter que le Conseil Municipal a approuvé la modification n° 6 du PLU le 24 septembre 2015. Les plans de zonage fournis au 1/5000^{ème} à l'appui de la demande de DUP par RTE ne tiennent pas compte des modifications de zonage intervenues depuis la modification n° 5. Avant la mise à l'enquête publique, RTE devra modifier les plans de zonage pour être en cohérence avec le PLU opposable.

Vu le Code de l'environnement,
Vu le Code de l'énergie, notamment sa partie réglementaire et ses articles R.323-1 à R.323-22,
Vu le Code de l'urbanisme,
Vu le Code rural et de la pêche maritime,
Vu la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité,
Vu la loi n° 2000-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières,
Vu le décret n° 2005-172 du 22 février 2005 définissant la consistance de la concession du Réseau Public de Transport,
Vu le décret n° 2005-1069 du 30 août 2005 approuvant les statuts de la société Réseau de Transport d'Electricité,
Vu le décret n° 2009-368 du 1^{er} avril 2009 relatif aux ouvrages électriques à haute et très haute tension réalisés en technique souterraine,
Vu le décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements,
Vu le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
Vu le décret n° 2013-813 du 10 septembre 2013 portant simplification et clarification de certaines procédures relatives aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et aux travaux sur ces réseaux,
Vu le décret n° 2015-1823 du 30 décembre 2015 relatif à la codification de la partie réglementaire du Code de l'énergie,
Vu la circulaire ministérielle du 9 septembre 2002 relative au développement des réseaux publics de transport et de distribution de l'électricité,
Vu le courrier daté du 14 décembre 2012 de validation de la justification technico-économique par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence Alpes Côte d'Azur,
Vu les réunions de concertation tenues en Sous-Préfecture des Alpes-Maritimes à Grasse, au terme desquelles l'aire d'étude a été validée le 6 octobre 2014 et le fuseau de moindre impact a été validé le 8 décembre 2014, pour le projet concernant la création d'une liaison souterraine Groulles-Valbonne et d'une liaison aéro-souterraine Mougins-Valbonne, en technique 90 000 volts exploitées en 63 000 volts dans le département des Alpes-Maritimes,

Vu la demande de déclaration d'utilité publique présentée par RTE - Réseau de Transport d'Electricité à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes le 18 novembre 2015 emportant mise en compatibilité du PLU de Valbonne nécessaire à la création d'une liaison souterraine Groulle-Valbonne et d'une liaison aéro-souterraine Mougins-Valbonne, en technique 90 000 volts exploitées en 63 000 volts,

.../...

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **DONNE** un AVIS FAVORABLE à la demande de déclaration d'utilité publique des travaux réalisés par Réseau de Transport d'Electricité (RTE) emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Valbonne.
- **PRECISE** qu'un nouvel avis sera émis à l'issue de l'enquête publique et du rapport et conclusions du Commissaire Enquêteur.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie 8 avril 2016 et que la convocation du Conseil a été faite le 25 mars 2016. La présente délibération a été affichée le 11 avril 2016, sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 11 avril 2016

Le Sénateur-Maire,